

## **AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT**

**Chercheur/la chercheuse principal. e sur les économies de conflits en lien avec l'activisme des groupes armés, les tracasseries, la toxicomanie et le banditisme armé (y compris le kidnapping)**

### **Termes de référence**

Envoyer **UNIQUEMENT** le dossier aux adresses ci-dessous au plus tard **le 30 juin 2022 à 16 heures 30** à l'adresse électronique : [vng.procurement@gmail.com](mailto:vng.procurement@gmail.com) ; avec copie à [Nynke.Douma@vng.nl](mailto:Nynke.Douma@vng.nl) et [Nicole.Osuji@vng.nl](mailto:Nicole.Osuji@vng.nl)  
**Les femmes dont le profil rencontre les termes de cet appel sont vivement encouragées. Leurs proches et connaissances sont invitées à les encourager.**

Toute tentative de trafic d'influencer pour une candidature est découragée. Elle sera prise en défaveur du/de la candidat.e.

<b>Poste</b>	<b>Chercheur/la chercheuse principal. e sur les économies de conflits en lien avec l'activisme des groupes armés, les tracasseries, la toxicomanie et le banditisme armé (y compris le kidnapping)</b>
<b>Nature du contract</b>	<b>Consultant, chercheur.euse principale (poste national)</b>
<b>Projet</b>	<b>ESPER (Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la RDC).</b>
<b>Lieu du poste</b>	GOMA avec des voyages à l'intérieur des zones d'intervention (Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu)
<b>Date de publication</b>	15 Juin 2022
<b>Date limite de soumission des candidatures</b>	30 juin 2022
<b>Durée</b>	Durée deux mois : du 15 juillet au 15 septembre 2022.
<b>Informations sur le projet et sur VNG International</b>	Le consortium de deux organisations (VNG International et Cordaid) met en œuvre un projet dénommé ESPER (Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la RDC). Ce projet est financé par le programme des Grands Lacs du Royaume des Pays-Bas et est la suite du projet CISPE ( <i>Consortium for Integrated Stabilisation and Peace of</i>

*Eastern DRC*), mis en œuvre entre 2015 et 2019 dans les Provinces de l'Ituri et du Nord Kivu.

Le programme ESPER cible les Provinces de l'Ituri, du Nord Kivu et du Sud Kivu. En Ituri, le programme est actuellement mis en oeuvre dans les territoires de Mahagi et Irumu, au Nord Kivu dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et la commune de Karisimbi (Goma), et enfin au Sud Kivu, le programme sera actif dans le territoire de Kalehe, le territoire et la ville d'Uvira.

Le projet ESPER poursuit les objectifs suivants :

**Objectif Global** : La promotion et l'amélioration de la gouvernance sécuritaire et de justice ainsi que la cohésion sociale contribuent à la stabilisation de l'Est de la RDC

**Objectif spécifique 1** : La gouvernance sécuritaire est renforcée par des mécanismes participatifs et inclusifs de planification et de suivi de la sécurité et de la justice

**Objectif spécifique 2** : La prestation de services de sécurité et de justice par les autorités locales est plus efficace, plus responsable, plus accessible aux communautés et plus adaptée à leurs besoins

**Objectif spécifique 3** : Les autorités gouvernementales à différents niveaux prennent des mesures et permettent aux acteurs de la sécurité concernés de relever les défis les plus urgents identifiés au niveau local

Le consortium ESPER, en lien avec ces objectifs, va agir sur les leviers suivants :

1. **Renforcement de la bonne gouvernance des ETD et de l'administration territoriale** en soutenant et en accompagnant de manière pratique des approches de gouvernance inclusive, participative et redevable.
2. **La formation et l'encadrement des autorités/acteurs de sécurité et des organisations communautaires** participant à la mise en œuvre des plans locaux de sécurité.
3. **Amélioration de la gouvernance sécuritaire axée sur la performance et la qualité des services de sécurité (PNC et FARDC)** permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens. Un accent sera mis sur la matérialisation des « 3 P » et des « 3 R » pour rapprocher la population des services de sécurité et renforcer la confiance mutuelle.
4. **Renforcement de la mobilisation des acteurs politiques** et leurs engagements politiques en appui au processus de stabilisation. Ces engagements devront toucher plusieurs enjeux dont l'accès à la justice, la bonne gouvernance, la protection/la sécurisation des citoyens, la participation des femmes au processus de paix et de stabilisation, la question foncière, l'administration des enclaves, etc.

VNG International, qui assume le lead du consortium, est l'agence de coopération

	<p>internationale de l'Association des communes néerlandaises (<i>Vereniging van Nederlandse Gemeenten</i>, VNG). Nous soutenons les processus de décentralisation et nous facilitons la coopération décentralisée. Nous renforçons les communes, leurs associations, les instituts de formation et les groupes de travail chargés de la décentralisation, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays en transition.</p>
<p><b>Contexte de réalisation de l'activité</b></p>	<p>Avec l'appui du programme ESPER (en bâtissant sur les réalisations CISPE et ARC) des Plans Locaux de Sécurité au niveau des territoires/villes ont été élaborés dans toutes les zones d'intervention listées en haut. Ces plans fixent des actions à mener par les autorités à différents niveaux pour résoudre durablement des problèmes sécuritaires qui sont les plus récurrents dans le contexte de chaque territoire/ville d'intervention. Ces problèmes étaient diagnostiqués à travers des exercices participatifs réunissant les autorités et les membres des communautés. Les problèmes sécuritaires couverts par ces plans locaux de sécurité sont particulièrement : l'activisme des groupes armés, le banditisme armé (y compris le kidnapping), les tracasseries, la toxicomanie, les conflits de pouvoir coutumier et les violences basées sur le genre. En effet, sous le leadership du Vice Premier Ministre, Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières un plan opérationnel de mise en œuvre des plans d'action de sécurité a été validé également au niveau national. Ce plan opérationnel national prévoit entre autres des actions qui s'attaquent à des économies criminelles qui favorisent la persistance des problèmes sécuritaires dont l'activisme des groupes armés et les tracasseries.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre des Plans d'Action de Sécurité du niveau local, le Plan Opérationnel National et bientôt les Plans Opérationnels provinciaux, le programme ESPER en collaboration avec les autorités, <b>commandite une recherche sur les économies de conflits (ou économies criminelles)</b> en lien avec l'activisme des groupes armés, les tracasseries, la toxicomanie et le banditisme armé (y compris les kidnapping).</p> <p>Les recherches visent à appuyer les autorités et/ou structures désignées pour mener des actions qui s'attaquent aux économies criminelles. Les autorités se serviront donc des évidences obtenus pour définir leurs interventions. Les recherches vont également inspirer la stratégie de lobbying et plaidoyer et à influencer les décisions publiques des autorités (à tous les niveaux) pour éliminer progressivement les causes des problèmes sécuritaires dans les zones d'intervention du programme ESPER.</p> <p>Il est à noter que la recherche dont fait objet ces TDR consiste d'un complément à une phase de recherche antérieure. Des besoins en informations complémentaires ou supplémentaires aux deux recherches ont été identifiés par rapport aux exigences des autorités nationales dans le cadre du programme ESPER (mise en œuvre des plans d'action de sécurité), afin de pouvoir mieux servir les deux objectifs listés (e.g. mise en œuvre des Plans Locaux de Sécurité et les actions de plaidoyer).</p>

	<p>La recherche se focalisera principalement sur les tracasseries qui se produisent aux barrières (soit les postes de contrôle officiel et reconnu) ainsi que les barrières illégales (non reconnues). Ce genre des tracasseries constitueraient en soi une économie criminelle et faciliteraient aussi d'autres économies criminelles à persister de part de la taxation illégale de différents produits à ces barrières. De ce fait, il est également question que la recherche se focalisera sur une filière de l'économie criminelle d'une manière particulière pour chaque province. Les autorités seront appelées à se prononcer là-dessus. Il est ainsi question de connecter les pratiques au tour de la filière choisie, avec les analyses relatives aux tracasseries aux postes de contrôle/barrières.</p> <p>Comme il s'agit d'une recherche complémentaire, le/la consultant.e recruté.e s'inspire et se base donc sur les données préliminaires et les autres sources :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les données préliminaires qui ont déjà été collectées par des chercheurs</li> <li>- Pole Institute a publié une recherche sur les économies criminelles impliquant un groupe armé étranger et un groupe armé local.</li> <li>- Les avancés notées sur la réalisation des indicateurs RBF (financement basé sur la performance) avec les partenaires étatiques sous contrat.</li> <li>- D'autres sources secondaires existantes sur la thématique.</li> <li>- La collecte complémentaire des données primaires.</li> </ul>
<b>Objectif de la recherche</b>	Collecter et documenter des évidences complémentaires sur le mode opérationnel du fonctionnement des économies criminelles en lien avec les tracasseries et l'auto-financement des groupes armés dans des zones d'intervention ESPER
<b>Résultats attendus</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des compléments d'informations pour couvrir les gaps sont identifiés, listés et motivés au regard des indicateurs ;</li> <li>2. Une étude est disponible sur les économies criminelles en lien avec les tracasseries impliquant des groupes armés et certains acteurs membres des services de sécurité et répondant clairement aux indicateurs repris dans ces TDR.</li> </ol>
<b>Termes de référence</b>	<p>Sous la supervision directe de la Directrice du programme ESPER, le <b>Chercheur/la chercheuse principal. e sur les économies de conflits (économies criminelles)</b> sera responsable de la réalisation des recherches avec l'appui de/de la chargé. e de suivi de la recherche.</p> <p><b>Le/la hercheur/la chercheuse principal. e aura la responsabilité première de préparer et d'organiser techniquement les recherches, de les conduire, de rédiger le rapport de recherche et de répondre aux questions et observations des lecteurs.</b></p> <p>Ses obligations comprennent la conduite des opérations quotidiennes et</p>

	<p>l'organisation de la communication avec tous les acteurs impliqués dans les recherches y compris les autorités et les communautés avec l'appui des experts du programme ESPER.</p> <p>Il aura notamment la tâche de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire la lecture des recherches préliminaires du programme ESPER et celles de Pole Institute, IPIS, et autres qui sont pertinents, d'y dégager les besoins complémentaires en information et les motiver à la lumière des indicateurs ;</li> <li>• Élaborer et exécuter le plan de travail et assurer qu'il aboutit aux résultats attendus en assurant une étroite collaboration avec les composantes techniques du programme ESPER ;</li> <li>• Elaborer une approche méthodologique de réalisation de la recherche et les outils de collecte et d'analyse des données ;</li> <li>• Expliquer son approche méthodologique aux experts des composantes du programme : experts en Gouvernance sécuritaire, la Coordinatrice du Lobbying et plaidoyer, experts en RBF et expert en engagement communautaire ;</li> <li>• Assurer que le processus de réalisation des recherches et les résultats attendus sont <b>crédibles</b>, de <b>qualité</b> et <b>respectent les règles</b> sur les recherches notamment :             <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>La fiabilité et la concision</b> dans la conception, la méthodologie, l'analyse et l'utilisation des ressources.</li> <li>✓ <b>L'honnêteté</b> dans l'élaboration, la réalisation, l'évaluation et la diffusion de la recherche, d'une manière transparente, juste, complète et objective.</li> <li>✓ <b>Le respect</b> envers les collègues, les participants à la recherche, la société, les écosystèmes, l'héritage culturel et l'environnement.</li> <li>✓ <b>La responsabilité</b> pour les activités de recherche, de l'idée à la publication, leur gestion et leur organisation, pour la formation, la supervision et le mentorat, et pour les implications plus générales de la recherche ;</li> <li>✓ <b>L'intégrité et la confidentialité</b> requises.</li> </ul> </li> <li>• Organiser des réunions et des rencontres avec les autorités locales, des représentants des structures communautaires et tous les autres membres de la communauté ainsi que des organisations de la société civile impliquées ou à impliquer dans les recherches pour expliquer leurs rôles dans le processus ;</li> <li>• Assurer l'implication effective des différentes structures à base communautaires/des couches sociales dans les recherches : leur donner l'espace d'expression libre notamment sur 1) la manière dont ils vivent et perçoivent les problèmes sécuritaires et leurs conséquences diverses, 2) leurs analyses des données collectées, 3) leurs perspectives d'action pour obtenir des changements, etc. Assurer le lien étroit entre les recherches et la mise en</li> </ul>
--	--

	<p>œuvre des Plans d'Action de Sécurité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Animer des ateliers de travail (collecte de données, analyses participatives et inclusives, restitution et validation du rapport, etc.) ;</li> <li>• Fournir des conseils aux autorités et au programme sur l'utilisation des évidences ;</li> <li>• Une table de matières reflétant le contenu et la cohérence interne du document est proposé avant le lancement des recherches et adapté de manière justifiée et discutée avec la Directrice du programme ESPER.</li> <li>• Rendre compte à la Directrice du programme ESPER et exécuter toute autre tâche demandée par elle conformément au mandat de l'organisation.</li> <li>• Rendre disponible un résumé exécutif du rapport</li> </ul>
<p><b>Indicateurs de processus et de qualité du rapport de recherche.</b></p>	<p>Le processus de réalisation des recherches et les résultats attendus sont de qualité et respectent les règles sur les recherches</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Processus</b> de la recherche : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La méthodologie est claire et assure l'inclusion et la participation des acteurs clés (y compris les autorités et les communautés notamment dans le choix des filières des économies criminelles à documenter), le plan de travail est cohérent et le rapport est livré à temps ;</li> <li>✓ Contenu des compléments aux recherches précédentes clairement <b>identifiés</b> et <b>fournis</b> à la lumière des indicateurs du processus et de qualité de l'étude ;</li> </ul> </li> <li>• <b>Contenu.</b> Le rapport de recherche sera présenté avec en mémoire son utilisation pratique par les autorités et le programme ESPER : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Documente le fonctionnement des économies criminelles en lien avec chaque filière faisant l'objet de recherches (modes opératoires) ;</li> <li>✓ Documente et présente des évidences sur les rôles de différents acteurs dans les filières des économies de conflit/économies criminelles à définir en étroite collaboration avec les autorités. Par exemple : Lorsqu'un acteur ou un groupe d'acteur est cité comme étant impliqué dans une filière économique criminelle de « tracasseries » ou de « braise » l'étude devra fournir des informations sur notamment son unité ou son service, les actions ou les abstentions « coupables », le lieu et la période de son implication (directe ou indirecte/commanditaire, etc.) ;</li> <li>✓ Documente et estime des chiffres d'affaires/valeurs chiffrées (réelles ou approximatives) des opérations en lien avec les économies des conflits ;</li> <li>✓ Analyse les données sur le fonctionnement des économies criminelles, les rôles des acteurs et les chiffres d'affaires ;</li> <li>✓ Analyse la manière dont les économies criminelles affectent les conflits et la</li> </ul> </li> </ul>

	<p>violence ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyse la manière dont les économies criminelles affectent la gouvernance sécuritaire (les structures de gestion de la sécurité, les animateurs de ces structures et leur collaboration avec la population), les liens et rapports de force entre les parties impliquées (les autorités et membres des services de sécurité, les groupes armés, les communautés, les opérateurs économiques etc. ;</li> <li>✓ Décrit et analyse la manière dont les économies criminelles affectent la chaîne de valeurs des biens et services, le système économique ainsi que le pouvoir d'achat des populations, en particulier les populations pauvres et vulnérables ;</li> <li>✓ Formule des recommandations précises, spécifiques et ciblées (orientées aux acteurs étatiques, des communautés, etc.) en lien avec les évidences documentées (qui doit faire quoi, pourquoi et comment) ;</li> <li>✓ Dispose (liste) des sources et les présentent en respectant scrupuleusement les principes « Do No Harm/Ne Pas Nuire », de « sensibilité aux conflits » et de « protection des témoins et des victimes ».</li> </ul>
<p><b>Profil compétences requis</b> et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme universitaire (Bac+5) pertinent dans le secteur concerné ;</li> <li>• <b>8 ans d'expérience</b> de travail et de l'engagement auprès des autorités de l'État (niveau local, provincial &amp; national) et des dirigeants communautaires ;</li> <li>• Expérience dans la participation d'au moins <b>deux recherches</b> crédibles sur des questions sécuritaires ou des domaines proches : RAP, recherches sur des conflits, cartographie des acteurs, diagnostics de sécurité, etc. ;</li> <li>• Excellentes compétences en matière de planification, d'organisation et de coordination ;</li> <li>• Résistance au stress ;</li> <li>• Excellentes aptitudes à la communication (orale et écrite) en français. La maîtrise de l'anglais est un plus.</li> <li>• Intégrité, esprit d'équipe et ouverture d'esprit, créativité ainsi qu'un engagement envers la bonne gouvernance.</li> <li>• Capacité de travailler dans un environnement complexe tout en accordant une importance aux tâches prioritaires et de prêter attention aux détails.</li> <li>• Disposition à voyager en République Démocratique du Congo, en particulier dans les zones d'intervention du programme ESPER (Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri) ;</li> <li>• Excellentes compétences de présentation/facilitation des groupes ;</li> <li>• Maîtrise du français (le rapport sera écrit dans la langue Française).</li> </ul>

<p><b>Composition du dossier et éléments déterminants pour la sélection</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. Dossier administratif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une lettre de motivation adressée à la Directrice du programme ESPER à Goma via l'adresse mail <a href="mailto:vng.procurement@gmail.com">vng.procurement@gmail.com</a> avec mention du poste concerné et la description des atouts/capacités du. de la candidat. e pour réaliser la mission ;</li> <li>• Copie du diplôme ou des diplômes (s'il y en a plusieurs) ;</li> <li>• Un CV descriptif des responsabilités assumées + trois personnes de référence ;</li> <li>• Une copie de carte d'identité ou de passeport</li> </ul> </li> <li><b>2. Considérations techniques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une histoire de succès dans le domaine de recherche (3 paragraphes maximum) et référence des recherches réalisées de préférence dans les domaines proches de la gouvernance sécuritaire et/ou en lien avec la mission (titre/objet de la recherche, lieu et période de la recherche) ;</li> <li>• Un bref commentaire sur les indicateurs de performance repris dans ces termes de référence : la compréhension et des questions si nécessaire (sur une page maximum) ;</li> <li>• Une copie du rapport/de la recherche ou une partie (expert), ceci serait traité d'une manière confidentielle lors du processus d'analyse des dossiers ;</li> <li>• Démontrer qu'on a lu au moins le plan opérationnel national et un plan d'action de sécurité (PAS) produit par le Ministre provincial de l'intérieur de l'Ituri (pour les territoires d'Aru, Djugu, Irumu, Mahagi) ou du Nord Kivu (Masisi, Nyiragongo, Rutshuru). <b>NB : Ceux/celles qui sont intéressées par cette offre sont appelés à solliciter une copie électronique d'au moins un plan d'action de sécurité pour un territoire de leur préférence à l'adresse suivante : <a href="mailto:vng.procurement@gmail.com">vng.procurement@gmail.com</a></b></li> <li>• Une proposition d'un plan et d'une stratégie de recherche sur les économies de conflits/économies criminelles en lien avec les groupes armés, les tracasseries, le banditisme armé (y compris le kidnapping) et la toxicomanie (sur deux pages maximum).</li> <li>• Un budget qui précise les honoraires des membres d'équipe (en rapport avec les nombres des jours prévus pour des sous-étapes et livrables), les frais de terrain/voyage, etc. Veuillez noter que le budget doit être inclusive de tout taxe et impôt applicable et ne devrait pas dépasser USD 30.000.</li> </ul> </li> </ol>
---	--